

L'ESPOIR EN PERSPECTIVE ÉDITO

Pendant des décennies, la France a été le pays des Lumières, de la résistance, du combat social.

De la Commune de Paris, de juin 36 à mai 68, elle a porté des valeurs d'égalité, de fraternité au-delà de ses seules frontières.

En abolissant la peine de mort, en instaurant la Sécurité sociale, les 35 heures ou la retraite à 60 ans elle a montré un chemin.

Et maintenant ?

Tout semble partir à vau l'eau. Partis, syndicats, associations se vident de leurs forces. Les bureaux de vote aussi. Et pourtant...

Pourtant l'aspiration à vivre mieux, à mettre le social au cœur, à prendre des mesures contre les catastrophes climatiques dont le réchauffement de la planète est majoritaire selon toutes les enquêtes d'opinion.

Il faut donc reconstruire l'espoir et donner une perspective. Cela passe par d'autres façons d'associer les citoyennes et citoyens et d'autres expressions que celles des médias dominants financés par des milliardaires.

Nous voulons nous y attacher de manière pluraliste c'est-à-dire « en commun ». D'abord en existant dès cette rentrée 2021 contre le défaitisme, contre les divisions entretenues, contre les discours de haine. Mais aussi pour donner à voir un espoir si nous nous rassemblons pour 2022 autour d'objectifs précis, clairs, chiffrés. Nous pensons au moyen terme et à l'immédiat. Nous voulons construire ici et maintenant, partir des vécus, des urgences pour mieux mobiliser la société pour y répondre. Et nous cherchons à contribuer ensemble, avec nos différences, à un autre avenir, un monde d'après où il fasse bon vivre. Un monde où la santé de toutes et de tous prime sur le profit de quelques uns.

Ce ne sera qu'un journal. C'est vous qui le ferez vivre, grandir. Ce ne sera qu'un journal mais ça peut devenir bien davantage.

Rien ne sera possible sans vous. Contribuez comme vous le souhaitez, donnez de la force à ce projet.

La rédaction

Présidentielle HALTE AU FEU !

Montebourg, Hidalgo, Mélenchon, Roussel, Piolle, Rousseau, Jadot, Batho... on n'en finirait pas, en cette rentrée politique, d'égrener les noms de celles et de ceux, qui appelant au rassemblement des gauches et des écologistes, se présentent sur la ligne de départ. Comme si personne ne croyait vraiment à la victoire en 2022.

Tandis que cet été a égrené son lot d'événements climatiques exceptionnels - mégafeux en Californie, dôme de chaleur au Canada, inondations en Europe, vague de chaleur au Groenland provoquant une fonte massive des glaces, ouragans - rien ne semble arrêter la logique suicidaire des directions politiques du Parti socialiste, de la France Insoumise, du PCF ou d'EELV, qui avancent en ordre dispersé, malgré tous les signaux défavorables. En effet, tous les sondages d'opinion indiquent qu'aucune de ces forces politiques n'est en mesure de l'emporter,

seul, face à la droite ou à l'extrême droite.

Nous sommes nombreuses et nombreux à le dire, depuis des mois, militant.e.s des organisa-

« Dessinons, collectivement, le cadre d'un alter-gouvernement. »

tions syndicales ou politiques, acteurs sociaux, initiatives de tous ordres (Primaire Populaire, 2022 Vraiment en commun, tribunes, appels), sans que nos voix soient entendues. Aujourd'hui, nous sommes en colère devant tant d'irresponsabilité.

IL RESTE QUELQUES SEMAINES...

Il nous reste, il vous reste, quelques semaines encore pour

dessiner un autre chemin moins désespérant. Reprenez, reprenons à notre compte toutes les propositions existantes dans le champ de la société civile, celles de la Convention Citoyenne pour le Climat, celles de Plus Jamais Ça et du Pacte du pouvoir de vivre, celles du socle commun de la Primaire Populaire. Dessinons, collectivement, le cadre d'un alter-gouvernement, d'une constituante, d'une majorité parlementaire et choisissons, ensemble, à toute fin du processus, celui ou celle, qui pourra nous conduire vers la victoire en 2022. Face aux enjeux climatiques, sociaux, démocratiques, rien ne serait pire que de désespérer, une fois encore, celles et ceux qui attendent de vous, de nous, une réponse politique, pas pour la fin de cette décennie, mais pour les élections présidentielles et législatives de 2022.

Alain Coulombel
Membre de EELV

La matinale de Fleu



Unité EN COMMUN

Les divisions font rage et l'abstention prospère. C'est la voix royale offerte à Macron, Le Pen ou autre challenger de droite.

DE TOUTES NOS FORCES, NOUS VOULONS L'UNITÉ.

Les urgences sont criantes. La crise climatique est là avec ses catastrophes écologistes. La pauvreté progresse et la jeunesse comme le monde du travail aspirent à vivre mieux. Des services publics partout et de qualité, des salaires et des pensions de retraite qui permettent de vivre décemment, une garantie de l'emploi, la santé, l'éducation et l'égalité pour toutes et tous... nous voulons l'unité sur un contenu, des mesures qui changent nos vies.

« Il n'y a pas de changement sans démocratie réelle. »

La démocratie représentative est malade et le plus souvent confisquée. Nous voulons contrôler nos vies, faire entendre nos choix, décider là où nous vivons et travaillons. Il n'y a pas de changement sans démocratie réelle, sans république nouvelle, sociale et écologique. Nous sommes associatifs, autogestionnaires, écologistes, communistes, libertaires, insoumis, socialistes, syndicalistes, nous sommes riches de notre diversité et de notre pluralisme. De toutes nos forces, nous voulons agir « en commun pour la transformation écologique et sociale ». *En commun* se veut un outil pour mener les combats d'aujourd'hui et construire l'avenir. Nous nous sommes rassemblés sur ce projet. La bataille idéologique et culturelle doit être menée. Les propositions, les expériences doivent circuler.

LE COMITÉ DE RÉDACTION

Construisons ensemble l'outil collectif dont nous avons besoin. Rejoignez-nous en donnant votre nom, en finançant ce projet, en participant aux choix éditoriaux... (voir page 8).

QUI EST VRAIMENT RICHE ?

Cette échelle a le défaut d'occulter la structure de classes de notre société et l'opposition entre les deux classes fondamentales, le salariat et la classe dominante. Pour savoir qui est vraiment « riche », il ne faut pas s'arrêter au 1 % des revenus les plus élevés, il faut aller jusqu'aux 0,1 %, voire aux 0,01 %. Ces derniers possèdent les patrimoines les plus élevés, composés surtout d'actions. Ils sont donc propriétaires des moyens de production et font partie de la classe dominante.

Camille Landais (il était alors doctorant de Thomas Piketty) avait déjà mis en lumière, il y a une quinzaine d'années, la nécessité d'une telle démarche.

Quel peut être l'intérêt d'une échelle qui décide qu'à 3 542 € par mois une personne est riche alors qu'elle ne l'est pas si elle gagne seulement 3 451 € ? C'est totalement arbitraire et empêche le salariat qui représente plus de 90 % de la population active de prendre conscience de sa force. Cela revient à diviser le salariat en décidant qu'une grande partie des ingénieurs ou des cadres (qui bien souvent n'encadrent personne) n'en font pas partie.

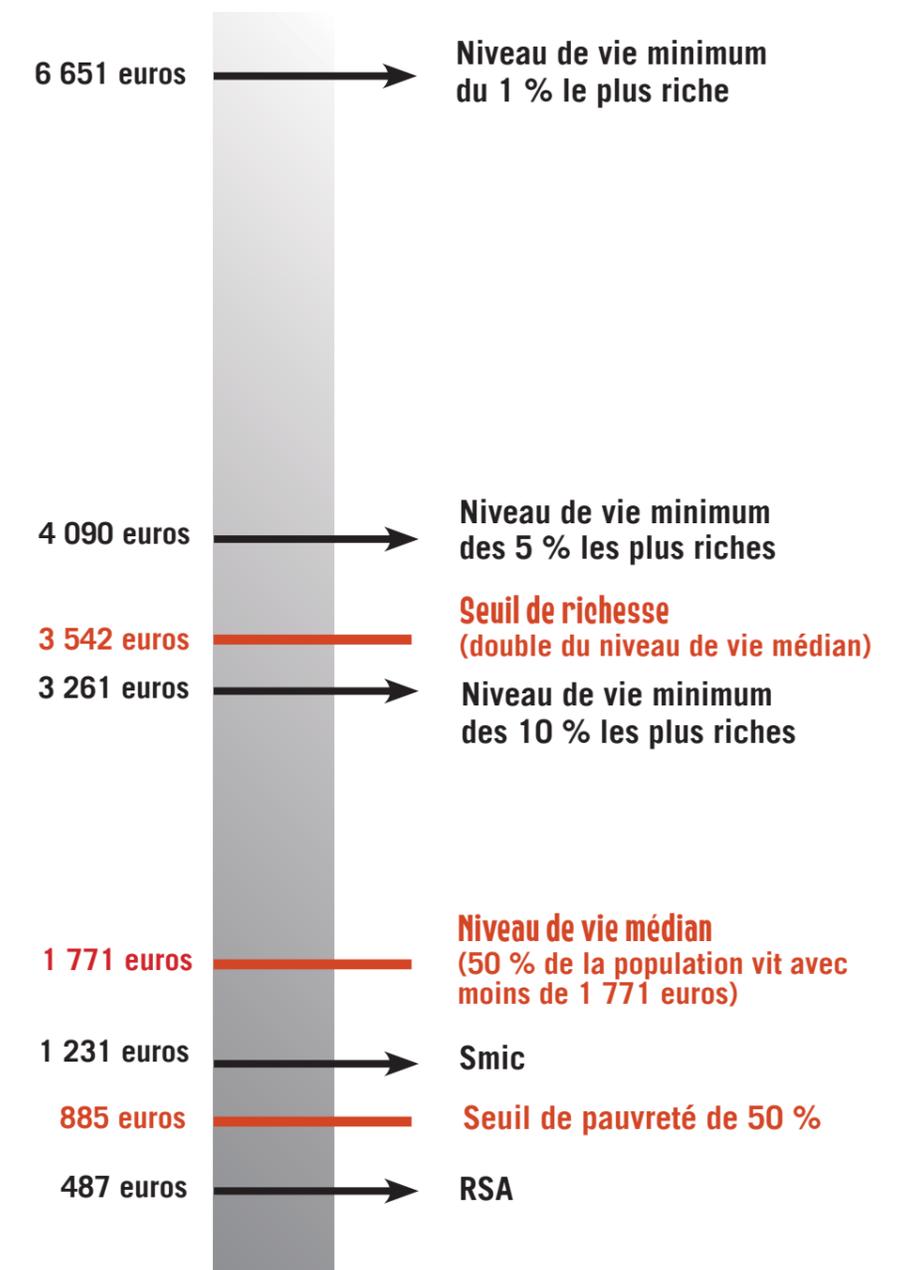
Aujourd'hui, pourtant, le travail intellectuel est, comme le travail manuel, exploité par le capital. La très grande majorité des travailleurs intellectuels employés dans les entreprises, font partie de la classe fondamentale qu'est le salariat. La classe de ceux qui ne possèdent aucun moyen de production.

Macron, le président des riches, n'est certainement pas le président de ceux qui gagnent 3 542 € par mois. Pourquoi, autrement, la Confédération générale de cadres (CFE-CGC) aurait-elle été à la pointe du combat contre la retraite à points ? Cette mobilisation montre, au contraire, que les cadres et les ingénieurs subissent, comme le restant du salariat, les attaques du capital.

Jean Jacques Chavigné



L'échelle des revenus de l'Observatoire des inégalités pour une personne seule



Entretien avec Jean Auroux

TROUVER LE CHEMIN UNITAIRE D'UN PROGRÈS PARTAGÉ

Jean Auroux a donné son nom aux nouveaux droits obtenus en 1982, nous lui avons demandé son opinion 40 ans après.

« Faire des travailleurs des citoyens et des acteurs du changement dans les entreprises »

Après un quart de siècle de gouvernements de droite, c'est véritablement un nouveau Code du Travail - progressiste - issu d'une authentique concertation avec les partenaires sociaux et la majorité parlementaire qui fut voté tout au long de l'année 1982.

Citoyens d'abord, par la limitation de l'interim et du recours à des successions de CDD injustifiées, par le contrôle des règlements intérieurs et par la création du « droit d'expression », l'entreprise ne doit plus être le lieu du bruit des machines et du silence des hommes !

Citoyens aussi pour « changer la vie » par la réduction du temps de travail sur la semaine (39 h payées 40) sur l'année avec la 5^e semaine de congés payés et sur la vie professionnelle avec la retraite à 60 ans !

Acteurs du changement par un rôle accru des organisations syndicales, des délégués du personnel et de site et surtout la

réforme des Comités d'Entreprises (droit d'alerte, d'expertise et un budget propre 0,2 % de la masse salariale) la création des Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail et les Comités de Groupe.

Ce renforcement des droits individuels et des droits collectifs favorable à un nouveau dialogue social et au développement de la politique contractuelle traduisait notre volonté de faire entrer davantage démocratie dans la vie économique ; ainsi les conventions collectives de branche ou la Négociation Annuelle Obligatoire.

Des millions de travailleuses et de travailleurs ont bénéficié de ces progrès sociaux déjà largement remis en cause - notamment par les « Ordonnances Macron » progrès qui pourraient bien disparaître par des politiques de droite (ou pire) complices de cette finance apatride et spéculative et de « l'uberisation » des relations de travail.

Plus que jamais, comme en 1981 toutes les forces de gauche doivent trouver le chemin unitaire d'un progrès partagé et de solidarités vivantes dans un monde troublé et incertain.

Jean AUROUX
Ancien ministre du travail

Salariat

40 ANS APRÈS LES LOIS AUROUX

Promulguées en 1982, les lois Auroux sont à l'origine d'innovations notables en matière d'expression des salariés sur leurs conditions de travail et de prévention des risques. Elles sont notamment à l'origine de la création du CHSCT, mais aussi du droit de retrait.

- **L'interdiction de toute discrimination** : « aucun salarié ne peut être sanctionné ou licencié en raison de ses opinions politiques, de ses activités syndicales ou de ses convictions religieuses » (loi du 4 août 1982).
- **La création d'un droit d'expression des salariés sur leurs conditions de travail** (loi du 4 août 1982).
- **L'instauration d'une obligation annuelle de négocier dans l'entreprise**, sur les salaires, la durée et l'organisation du travail (loi du 13 novembre 1982).
- L'attribution d'une dotation minimale de fonctionnement au comité d'entreprise égale à 0,2 % de la masse salariale brute (loi du 28 octobre 1982).
- **La création du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT)**, qui fusionne et remplace le comité d'hygiène et de sécurité et la commission d'amélioration des conditions de travail, qui existaient précédemment (loi du 23 décembre).
- **L'instauration d'un droit de retrait du salarié** en cas de situation de danger grave et imminent (loi du 23 décembre 1982).

M. Auroux explique s'être heurté à l'opposition et au patronat. L'ambition était « d'installer une culture de négociation en donnant de multiples outils aux syndicats mais dans une période où ils perdaient déjà de leurs influences. Mais c'était une réforme utile, encore aujourd'hui, parce qu'il a fallu attendre 1982 pour que le droit syndical soit une vérité absolue dans l'ensemble des entreprises ».

Aujourd'hui, il convient que la gauche fasse un bilan de l'application de ces lois, franchise d'autres paliers d'autant que la situation s'est dégradée avec des moyens en diminution sur la médecine du travail (qui serait bien utile dans cette période et également pour les inspecteurs du travail. La loi El Khomri a marqué un recul des droits des travailleuses et des travailleurs.

Georges Martel

En bref

REDISTRIBUTION

On connaît la chanson « Quoi qu'il en coûte ! ». Elle a permis de ne pas jeter dans la misère trop de personnes dans notre pays ; elle a surtout permis au capital de maintenir les profits. On voit qui est sacrifié à leur relance : les mesures contre les droits des chômeurs annoncent des projets de « refonte globale » de la Protection sociale. Et les postes qui manquent dans les services publics (Santé, Emploi, Education nationale...), les fermetures d'entreprises...

COMMENT REPARTIR SUR DE NOUVELLES BASES ?

Une solution : une redistribution des richesses. Les candidats des diverses gauches parlent d'une réforme de la fiscalité. Bien ! Mais cela prendra des années ! Des mesures s'imposent : ponctionner les plus riches. Depuis 1998, le patrimoine total des Français a doublé. Celui des 20 % les plus pauvres a baissé de 30 %. Les 5 % les plus riches possèdent 30% du total. Les « 1 % » possèdent 17 % des richesses.

La moitié de la population se partage 8 % du patrimoine.

En reprenant une partie des « trop perçus » des 5% du haut de la pyramide, on peut faire un peu de justice pour les plus pauvres, amorcer de vraies réformes (égalité femmes-hommes, logements, qualité et gratuités dans les services publics...), maintenir et reconvertir des entreprises.

Pierre Cours-Salies, sociologue
Etienne Adam, syndicaliste

SMIC
à 1800 euros,
300 euros
pour tous.

Justice sociale

TOUT AUGMENTE SAUF LES SALAIRES

Que sont-elles devenues les professions à risques, les métiers essentiels, les premiers de corvée, ces millions de femmes et d'hommes qui sont en dessous du salaire médian et qui ont fait vivre le pays pendant la pandémie ? Pendant qu'il y avait confinement, ils prenaient le métro. Et ce sont celles et ceux qui ont les salaires les plus bas, les tâches les plus dures, les durées du travail les plus longues, les protections sociales les plus faibles !

En cette rentrée, septembre 2021, où tout augmente sauf les salaires ils en sont encore à attendre la reconnaissance qui leur fut un instant promise par Macron en mars 2020.

Pour les livreurs, les caissières, les agents du nettoyage, les chauffeurs, les femmes de ménage, les aides aux soins à tous les niveaux il y a eu le temps « de la guerre contre le virus », mais jamais le temps de la guerre pour augmenter les salaires en conséquence n'est venu. Parfois des primes, des aides, des aumônes sont accordées, mais pas de véritable hausse de salaire brut et net. Ce sont les salariés qui produisent toutes les richesses et n'en reçoivent pas la part qu'ils méritent !

Smic à 1800 euros, 300 euros pour tous et tous, on veut que le capital paie correctement notre travail.

Gérard Filoche

50 % des salaires sont entre 1 560 et 2 569 € net par mois. 98,5% entre 2 et 5 fois le salaire de base. On appelle « couches moyennes » celles/ceux entre le salaire médian (1700€) et 5000 €.

Protection sociale

LA RUPTURE DE LA SÉCU DÈS 2022 ?

Lettre mission J. Castex 7/12/2020 : « Étudier les conditions d'un retour à un équilibre durable des comptes sociaux... dans le cadre plus large des finances publiques ». Il s'agit de l'annonce de coupes budgétaires, pendant des années, dans l'ensemble de la protection sociale, notamment la Sécurité sociale et toutes ses branches, l'Unedic... C'est aussi poursuite de l'étatisation, de l'intégration de la Sécurité sociale dans le budget de l'Etat, vers la disparition de la Sécu, une simple ligne budgétaire parmi d'autres. C'est la conséquence de la baisse continue de la cotisation sociale depuis 1991, notamment de la part « patronale » : Régime général de la Sécurité sociale et du FSV (Fonds Solidarité Vieillesse) :

1980 cotisations employeurs 72 %. 2021 : 39 %. Près de 130 Mds qui manquent, en partie au budget de la Sécu, en partie au budget de l'Etat pour ce qui est compensé. C'est pourquoi M. Castex a insisté sur l'aspect finances publiques : il faut rembourser la crise Covid, les « aides » qui coulent à flot pour les entreprises, la baisse des impôts de production, de l'impôt sur les sociétés... rien à attendre pour la Sécu.

SANTÉ : O. Véran, exige « des scénarios de « rupture » entre « assurance maladie de base et complémentaire ». Parmi leurs « pistes » :

- Programmation pluriannuelle impérative en lien avec les engagements européens.
- Réforme de l'ONDAM qui éliminerait l'information coupes budgétaires car ça mobilise et serait intégré à la programmation pluriannuelle.
- « Bouclier sanitaire » qui remettrait en cause le 100 % des ALD et augmenterait considérablement le reste à charge moyen.
- Réduction de la Sécu au remboursement de base de certains soins (ce qu'ils pourraient appeler « la grande Sécu ») et confier un maximum aux complémentaires.

RETRAITES : le COR prouve qu'avec les réformes déjà votées les pensions vont baisser sans cesse par rapport aux revenus dans les 30 prochaines années ça ne leur suffit pas !

PROPOSITIONS ALTERNATIVES À DÉBATTRE :

Retour aux fondamentaux de la Sécurité sociale « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins », financement par la cotisation, démocratie sociale, vers le remboursement à 100 % de la prévention et des soins, taux de remplacement minimal de 75 % pour une carrière complète...

Jean Claude Chailley, Résistance sociale

Privatisations

POUR NOS SERVICES PUBLICS
CITOYENS, PERSONNELS, ÉLUS, MOBILISONS-NOUS !

Durant chaque crise économique, environnementale ou sanitaire les services publics et notre modèle social sont encensés. Puis tout recommence comme si de rien n'était, le monde d'après renouant avec le monde d'avant.

Cette fois-ci le gouvernement n'a même pas attendu pour accentuer leur destruction : fermeture de lits dans les hôpitaux, destruction du réseau postal, privatisation du rail, réduction supplémentaire du réseau postal malgré des profits et de financements sur fonds publics records annoncé, démantèlement d'EDF et privatisation de sa branche énergie verte, réforme des retraites, ouverture des emplois de la fonction publique aux contrats privés...

LA RÉACTION COMMUNE DE L'ENSEMBLE DE LA GAUCHE ET DU MOUVEMENT SOCIAL EST ATTENDUE

...mais n'a pas lieu, laissant ainsi un boulevard à la droite et l'extrême-droite les plus unis et tonitruants face à Macron.

Certes le mouvement social est en difficulté. Les organisations syndicales, les associations ont tenté des réactions mais par secteur voire, dans les hôpitaux, par service. Ce qui a permis de suspendre le projet Hercule et la réforme des retraites, de freiner des fermetures d'urgence ou de lits. Ce n'est pas rien. Mais à défaut d'un discours commun clair et crédible face aux politiques d'austérité, d'une parole conjointe de l'ensemble de la gauche et de

l'écologie, comment déclencher une large mobilisation de contestation ? Comment permettre aux revendications exprimées, aux aspirations populaires de franchir la barre des réseaux sociaux cloisonnés ?

Certes l'approche des présidentielles n'arrange rien tout comme les difficultés d'organiser des réunions publiques. Certes des tentatives unitaires ont lieu (Plus Jamais ça, initia-

« Atténuer notre discours sur les services publics, c'est rendre de plus en plus incantatoire l'ensemble de nos combats. »

tive pour le 75 ans de la Sécu par la Convergence des services publics et L'Humanité, création du Collectif énergie et relance du collectif Poste, mobilisation de la Convergence nationale rail et de la Coordination nationale des hôpitaux...). Certes les militants et responsables associatifs, syndicaux et politiques tentent avec abnégation de faire bouger les lignes via leur organisation, voire à la marge ou en dehors d'elles...

REMETTONS LE SERVICE PUBLIC AU CŒUR DU DÉBAT PUBLIC !

Il n'empêche. Les services publics, cause fondamentale de la révolte populaire incarnée par les gilets jaunes, continuent à être détruits. Ciment de notre nation et de notre République, seuls outils d'accès et d'effectivité des droits, incarnation de

notre solidarité, leur défense, leur développement et leur démocratisation ne sont centraux ni dans le débat public ni dans les différentes mobilisations et revendications.

Or s'il est essentiel pour la gauche d'être présente sur le front de la solidarité, du racisme, de l'homophobie, de l'égalité femmes-hommes, des libertés publiques... cela ne peut se faire au détriment de l'expression

de la lutte pour le Service public qui permet d'agir concrètement sur l'ensemble de ces fronts. Atténuer notre discours sur les services publics, c'est rendre de plus en plus incantatoire l'ensemble de nos combats, le primat de l'intérêt général sur les intérêts particuliers.

Aussi, il est grand temps de remettre au goût du jour ce grand combat qui aurait dû rester central au sein de la gauche tout comme la lutte pour la laïcité et contre tous les obscurantismes.

C'est une condition fondamentale pour faire renouer le peuple avec la Gauche et l'écologie, et la Gauche avec son unité.

Michel Jallamion,
président de la Convergence nationale Services Publics



www.convergence-sp.fr

Revenu universel

L'ESTIME DE SOI

Au XX^{ème} siècle, les projets des partis de gauche étaient construits pour servir la cause de la classe ouvrière, du front de classe des exploités, c'est-à-dire tous les travailleurs exploités par le système capitaliste. Ces projets consistaient à tenter d'unifier le front de classe, à prendre des mesures favorables à ses composantes, à assurer une solidarité de classe entre ces diverses composantes.

À présent, l'individualisation, la mise en concurrence qui fait de l'autre non plus un partenaire mais un rival ont tué la solidarité, le respect mutuel. Pour s'en sortir il faut écraser le collègue. La rentabilité à tout prix soumet le travailleur à des conditions de travail épuisantes et stressantes qu'il est obligé d'accepter s'il veut garder son emploi. La société est partagée entre gagnants et perdants avec des inégalités jamais atteintes notamment au niveau des rémunérations.

On assiste à une précarisation de la société : chômeurs, intérimaires, stagiaires, étudiants obligés de travailler pour payer leurs études, jeunes à la recherche d'un premier emploi, multiplication des CDD, même dans la fonction publique, temps partiel subi, ubérisation, flexibilité qui sera encore accrue avec les atteintes aux droits des travailleurs contenues dans les réformes de Macron, La pandémie aggrave cette

précarisation. Le nombre de chômeurs, le nombre de pauvres augmente.

La notion de précarité englobe celle de précarité et de prolétariat. C'est pour le précarité que nous devons construire un projet et pour cela l'instauration d'un revenu universel est la bonne base de départ. En donnant à chacun un droit nouveau et non pas une nouvelle allocation, on quitte le domaine de l'assistanat, de la charité pour redonner à chacune et chacun l'estime de soi.

Marie-Thérèse Mutin

Marie-Thérèse Mutin :

« J'ai adhéré au PS en 1971 séduite par l'Union de la gauche et le programme commun. J'ai vécu avec bonheur la décennie exaltante, d'abord comme secrétaire fédérale aux entreprises puis première secrétaire de la Fédération de Côte d'Or en 1977. Je suis restée à ce poste jusqu'au funeste congrès de Rennes en 1990. J'ai donc vécu les années heureuses et « la lente agonie » titre de mon livre de biographie politique.

À partir de 1990, je milite à Paris avec Jean Poperen jusqu'à sa mort à la veille du congrès de Brest en 1997.

Pour préserver le courant, je mène à ce même congrès une motion qui nous permettra de siéger au Conseil national. En 1998, j'ai conduit une liste dissidente aux élections régionales et fus exclue du PS. Quelques fonctions électives : maire de mon village de 1974 à 1995, conseillère régionale de 1986 à 1992 puis de 1998 à 2004, députée européenne de 1997 à 1999. »

Immigration

AFGHANISTAN : UN DÉRAPAGE RÉVÉLATEUR SUR L'ASILE

Lors de son intervention du 16 août, Emmanuel Macron a osé dire qu'il fallait « se protéger des flux migratoires irréguliers importants ».

Qu'est-ce à dire dans une intervention consacrée à l'Afghanistan...

Nous sommes habitués à ce type de vocabulaire notamment depuis 2015 mais jusqu'à présent, on nous disait qu'il fallait séparer les

réfugiés (politiques) que l'on se doit accueillir et les autres migrants, dits économiques, qu'il faudrait renvoyer chez eux. Peu importe que les chercheurs ne cessent de dire que cette dichotomie ne veut rien dire. Les mêmes ajoutent qu'il est bien difficile de séparer les différents motifs qui poussent à partir dans l'espoir d'une vie meilleure comme tant d'Européens l'ont fait à la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème}...

LA FRANCE : TERRE D'ACCUEIL ?

Contrairement à ce que beaucoup de Français croient, la France a rarement été une terre d'accueil. De tous temps, l'asile a été accordé essentiellement en fonction de motivations avant tout diplomatiques et politiques. Aux lendemains

de la 2^{ème} Guerre mondiale, l'asile a ainsi été accordé aux Espagnols et mais refusé aux Portugais. Salazar valait-il mieux que Franco ? Et à la fin des années 70, les Zaïrois fuyant la dictature de Mobutu n'ont pas eu droit à l'asile alors que

les boat people fuyant des régimes... communistes en ont largement bénéficié.

Mais consolons-nous, on « protégera » celles

et ceux qui ont aidé la France ainsi que les Afghans les plus vulnérables. S'agissant des premiers, cela aurait dû être fait depuis longtemps et pour les seconds, on peut se demander comment le choix sera fait. Quand on sait la façon dont les demandes d'asile sont examinées en France, il y a de quoi être inquiet.

Tout cela ne présage rien de bon pour la campagne des élections à venir car, sur ces questions comme sur d'autres Emmanuel Macron choisit clairement une ligne de campagne consistant à aller chercher des électeurs à droite, voire à l'extrême droite et toutes les surenchères sont donc à craindre.

Marie-Christine Vergiat

Ancienne Députée européenne
Militante des droits de l'homme

« Les surenchères sont à craindre. »

Pandémie

UN VIRUS RÉVÉLATEUR

La pandémie virale actuelle du SARS-CoV-2 et de sa maladie le Covid 19 est une piqure de rappel sur la crise écologique qui menace la vie terrestre, par la transformation des activités humaines et d'extension sans limites d'une course au développement économique capitaliste d'entreprises industrielles et financières et l'urbanisation. Il en résulte une rupture des rapports des êtres humains et de la vie animale. La diffusion humaine de ce virus inconnu qui en est issu paralyse dans un premier temps toute l'économie mondiale.

MACRON EN CRISE DE LÉGITIMITÉ

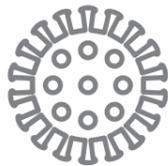
Si la peur de la mort est celle des populations, elle est pour le pouvoir politique de ce capitalisme global celui de sa remise en cause. La présidence Macron est de fait en crise de légitimité, sa gouvernance néolibérale ayant été celle antérieure qui a détruit les mesures de prévention au nom du coût des stocks de masques et d'une santé publique. Dès le début en mars 2020 ses réponses ont été erratiques et ont alimenté une défiance politique de ses institutions. Cette défiance explose avec un protocole de Ségur qui impose sa vision de croissance économique sur le respect des soignants qui se sont mobilisés dans sa première vague épidémiques, puis l'appel sécuritaire à la vaccination par des vaccins créés à marche forcée avec des fonds publics. La décision présidentielle d'une obligation vaccinale pour les soignants et un passe sanitaire pour toutes et tous, avec la menace de licenciement en perspective en cas de refus, transforme l'obligation par la recherche de conviction en un obligatoire autoritaire. Ces pratiques sans références démocratiques se conjuguent avec les interrogations sur la qualité du vaccin et

son accès difficile par des plateformes informatisées privées pour toutes celles et ceux qui n'ont pas les moyens d'ordinateurs pour le faire, qui sont souvent les populations de quartiers populaires qui subissent depuis longtemps une précarisation jusque dans l'accès aux soins.

LA VACCINATION, UNE NÉCESSITÉ

Un mouvement de rue se développe sur la crainte des effets du vaccin avec ses complottistes de toujours et l'extrême droite sans organiser une réponse politique démocratique. Il est donc indispensable de réaffirmer que l'obligation vaccinale est une nécessité par un travail de conviction et non de répression pour atteindre une immunité collective pour stopper la diffusion virale, immunité qui est celle de tous les peuples sur tous les continents. Les vaccins, en particulier ARN, ne pénètrent pas dans le noyau cellulaire, mais créent une réponse du système immunitaire durable dans le cytoplasme qui l'entoure, ce qui évite les formes graves de la maladie Covid. L'examen médical qui précède la vaccination traite de contre-indications à le faire et donc d'accidents allergiques. Dans cette perspective, le vaccin est un bien public, ce qui nécessite la levée des brevets et une mutualisation des connaissances et des savoir-faire, et la réquisition des entreprises pharmaceutiques ainsi qu'un contrôle citoyen pour la production de ces vaccins et traitements. Ces revendications sont à soutenir en signant les pétitions de l'initiative citoyenne européenne en direction de la Commission Européenne Pas de profit sur la pandémie, et en France la pétition : Brevets sur les vaccins anti-covid, Stop. Réquisition !

Jean-Pierre Martin, médecin psychiatre



Démocratie

FÉDÉRER L'ACTION DES ÉLU.E.S ET DES ACTEURS LOCAUX

La gauche et le mouvement ouvrier ont toujours structuré leur action politique au travers des mouvements sociaux, des organisations syndicales et des collectivités locales. Mais la fragmentation des gauches sociales, écologistes, radicales, le manque de perspectives communes a conduit des milliers d'élu.e.s à se replier sur leur activité locale avec le risque de fragilisation de leur propre implantation ou crédibilité.

De plus, le transfert des compétences communales vers les Communautés de communes ou d'agglomération

et la métropolisation participent à redéfinir la carte des collectivités en concentrant les pouvoirs sur un nombre plus réduit d'exécutifs et de présidents de communautés.

Pourtant l'action de 550.000 élu.e.s provenant de 35.000 communes, de 6.000 conseillers départementaux et régionaux est aux citoyens ce que sont les délégués syndicaux aux salariés et à leurs syndicats. Cela devrait faire mieux comprendre les enjeux tout en constatant qu'il manque de lieux d'échanges, de transmissions d'expériences, d'espaces d'élaboration programmatique

et d'actions. Il reste donc à favoriser la rencontre d'élu.e.s et de citoyens qui cherchent, à améliorer la vie dans la cité, à construire des alternatives concrètes au système.

FABRIQUER DES OUTILS DE RECONSTRUCTION

Il y aurait la place de construire un réseau large, unitaire, démocratique et indépendant des

« Favoriser la rencontre d'élu.e.s et de citoyens qui cherchent, à améliorer la vie dans la cité »

partis pouvant rassembler des élu.e.s de gauche et des citoyens actifs de toutes obédiences. Tout en ayant conscience des limites de la

gestion des collectivités, on ne peut laisser ce terrain aux néolibéraux dont la gestion est dramatique pour la vie quotidienne de millions de gens.

Le principe du « Agir local, penser global », l'action politique locale contribuent à résister au système néo-libéral en évitant de s'enfermer dans une démarche de changement par en bas, dans un « municipalisme » qui se suffirait à lui-même sans poser les grandes questions politiques et enjeux centraux.

Jean-Yves Lalanne
maire de Billère-64

International

AVEC LE PEUPLE AFGHAN

Les États-Unis et les Occidentaux se sont retirés d'Afghanistan. C'est un événement historique. Ce départ programmé, après 20 ans de guerre et d'occupation, permet un retour au pouvoir des Talibans. Pour les puissances occidentales, les États-Unis au premier chef bien sûr, mais aussi leurs alliés occidentaux, dont la France, le fiasco est total.

Les Talibans, après la victoire sur le régime pro-soviétique, ont d'abord été instrumentalisés par le Pakistan, sans que les États-Unis y fassent obstacle, pour prendre le pouvoir à Kaboul. C'est après le 11 septembre 2001, qu'ils ont été dénoncés comme les suppôts du terrorisme international et des ennemis mortels de l'Occident. Alors que leur principal soutien, le régime pakistanais, n'en demeurerait pas moins l'allié de Washington dans la région. Dans un registre voisin, on pourrait aussi évoquer la relation privilégiée entre la France et le Qatar.

Démonstration est faite que les proclamations de défense de la démocratie et des droits humains, ceux des femmes en premier lieu, pèsent de peu au regard des intérêts impérialistes. Lesquels imposent leur lot d'oppression et de corruption, privant les peuples de leurs droits. De cette terrible leçon, c'est toujours le peuple qui en paie la note.

Biden, et Macron lui fait écho, peut bien proclamer « mission accomplie ».

Il occulte ainsi l'échec, après l'Irak, des projets de « nation building ». C'est pourtant l'évidence : il s'agit d'un échec de la politique menée au long des dernières décennies. Les conséquences sont négatives au regard des crises que connaît la région et au-delà. La situation dans laquelle le peuple afghan est abandonné est désastreuse.

Tout doit être fait pour assurer la sécurité et l'accueil des Afghanes et Afghans qui veulent se réfugier en France et en Europe, à commencer par ceux et celles qui ont travaillé au service de la présence française, ainsi que celles et ceux qui sont directement menacés par le nouveau pouvoir et demandent l'asile.

Il s'agit de répondre à la demande légitime de personnes dont la sécurité est menacée, situation dont sont responsables au premier chef les puissances occidentales.

Sur le plus long terme, il convient de maintenir tant que faire se peut les soutiens aux Afghanes et Afghans, aux organisations qu'ils se sont démocratiquement données. D'autant que le pays est appelé à connaître de nouveaux soubresauts et de considérables difficultés.

Francis Sitel,
co-rédacteur en chef
de la revue Contretemps

« La situation dans laquelle le peuple afghan est abandonné est désastreuse. »

Le combat des femmes afghanes

CONTRE L'OBSCURANTISME

Si les femmes et les enfants sont toujours les premières victimes des conflits, les Afghanes font partie des cibles prioritaires de la doctrine des Talibans.

Le langage « moderne » des fondamentalistes islamistes qui cherchent une légitimité internationale, ne trompe personne et surtout pas les Afghanes : elles craignent à juste titre de ne plus pouvoir travailler, faire des études et d'être forcées au mariage. Certaines risquent leur vie. « Toutes les femmes sont susceptibles de se faire assassiner, enlever ou violer » déclare Chékéba Hachemi, première afghane diplomate. En dépit de leurs discours, quelques heures seulement

après leur arrivée à Kaboul, les images des femmes ont été effacées dans l'espace public. Il est clair que les femmes doivent redevenir invisibles. C'est un cauchemar pour toutes celles qui ont fait des études et qui envisageaient un avenir meilleur pour elles-mêmes et les générations futures.

Il ne faudrait pas croire que l'intervention américaine avait amélioré le sort de toutes les femmes. Certes elles étaient dégagées du joug de la charia mais cette intervention a essentiellement profité aux femmes qui vivent à Kaboul et dans les grandes villes.

Elles sont journalistes, juges, médecins, artistes... Les femmes en territoire rural, près des zones de conflit sont restées soumises à un ordre traditionnel tribal et n'ont accès à rien. 70 % des femmes afghanes sont analphabètes.

Les organisations internationales devront être très vigilantes à cet égard. Déjà entre les promesses du porte-parole des Talibans

« un voile intégral ne sera pas obligatoire » et celle d'un mollah local « vous devez cacher vos visages, vos yeux... si l'on vous voit avec des ongles vernis alors on sera en colère, on va tout couper (!) » on comprend la complexité de la situation.

Mais pendant ces 20 ans la jeunesse afghane (dont beau-

coup de femmes) ont vécu autrement et maîtrise les nouveaux médias.

Aussi, elles sont de plus en plus nombreuses à refuser de se soumettre et manifestent à visage découvert face à l'obscurantisme.

Nous devons participer à toutes les actions qui permettent de soutenir les femmes afghanes !

Marie-Claude Herboux
Militante féministe

« C'est un cauchemar pour toutes celles qui ont fait des études et qui envisageaient un avenir meilleur pour elles-mêmes et les générations futures. »

PUBLICATIONS

JE SUIS RAZAN

Un visage pour la Palestine

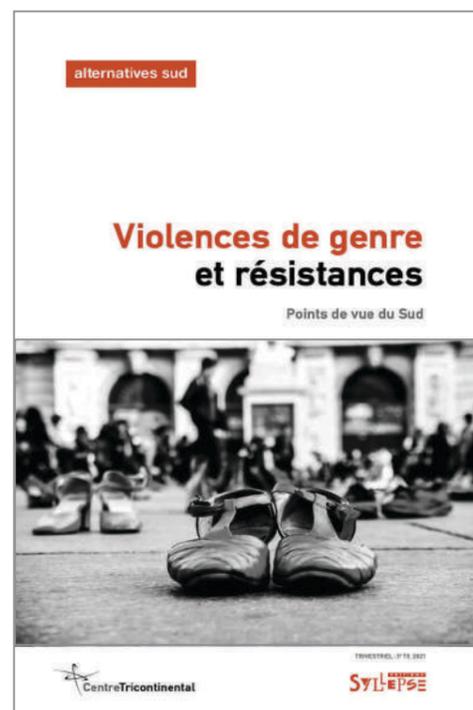
Sous la direction de Chantal Montellier

Préface de Sandrine Mansour



Abeer Hamad, Ahmad Kabariti, Alain Gresh, Ana Moreno, Christine Lander, Dominique Vidal, Fabrice Selingant, Gérard Streiff, Jacques Mondoloni, Laurence Biberfeld, Marco Hukenzie, Mojob al-Zahrani, Olivia Elias, Philippe Tancelin, Patrick Laroche, Pierre Laurent, Sandrine Mansour, Walid Atallah, Ziad Medoukh.

Les éditions Arcane 17



Violence de genre et résistances

EDITIONS :
Syllepse

COLLECTION :
« Alternatives Sud »

COORDINATEUR :
Aurélie Leroy

PARUTION :
Septembre 2021
Pages : 176

La violence patriarcale a ses propres spécificités, mais pour l'aborder dans sa complexité, elle doit être articulée à d'autres structures de domination telles que le mode de production capitaliste – particulièrement abusif pour les femmes – et la matrice coloniale, qui exerce des effets concrets et durables sur les territoires et les corps – principalement ceux des travailleuses pauvres racisées.

Dans un climat délétère pour les droits des femmes – crise sanitaire et économique, campagnes antigendre, offensives réactionnaires –, un renouveau féministe s'est affirmé ces dernières années, à partir de l'Amérique latine, autour de l'enjeu central de la violence. Et s'est amplifié, en Asie et en Afrique, par son articulation avec d'autres luttes sociales et politiques.

Plan de rupture

PLUS JAMAIS ÇA

Nous reproduisons ci-dessous l'introduction du document rédigé par la coalition « plus jamais ça »

Le 18 janvier 2020, dans un monde frappé de stupeur et d'immobilisme par la pandémie, 8 organisations nationales, syndicales et associatives, publiaient une tribune intitulée « Plus jamais ça » pour appeler à la reconstruction d'un monde de justice sociale et environnementale.

Rapidement rejointes par une vingtaine d'autres organisations et associations, la dynamique collective « Plus jamais ça » a publié, le 26 mai 2020, un « plan de sortie de crise » composé de 34 mesures d'urgence soumises au débat public.

12 mois plus tard, plus d'une trentaine de collectifs locaux Plus jamais ça se sont librement organisés sur l'ensemble du territoire. Dans les conditions que nous avons toutes connues d'entraves de nos libertés fondamentales, ils ont organisé des luttes exemplaires pour faire la démonstration qu'un autre monde est non seulement urgent mais surtout possible : mobilisation pour le rétablissement des trains Perpignan-Rungis, contre l'installation d'entrepôts Amazon, pour l'accès de toutes à une alimentation saine...

Au niveau national, nous nous sommes uni.es pour faire entendre la voix de salarié.es qui, comme à Chapelle Darblay ou à Grandpuits, ont élaboré des projets innovants, économiquement responsables et répondant à l'urgence sociale et environnementale.

Aujourd'hui, nous revendiquons un véritable plan de rupture.

Parce que l'heure n'est plus à sortir de la crise mais à rompre franchement avec tout ce qui l'a nourri et la maintient vivace : le capitalisme effréné qui détruit les emplois et les ressources naturelles, qui accentue les inégalités sociales et laisse chaque jour davantage de nos concitoyennes sur le bord du chemin.

Parce qu'il est urgent de rompre avec le dogme de la résilience institué par le président Macron qui promeut l'individualisme et l'adaptation quand, plus que jamais, il faut stimuler le collectif, la solidarité et nos capacités à transformer ce qui est.

La loi « climat et résilience » fait d'ailleurs la part belle au monde d'avant qui demeure le monde d'aujourd'hui et sera inmanquablement celui de demain si nous ne réagissons pas.

Cette année et demie de confinement a bouleversé et détérioré nos conditions de vie et de travail, en premier lieu pour les plus précaires. La jeunesse n'a jamais autant été délaissée et si peu considérée.

En attendant les inégalités et en confortant l'isolement, la précarisation, le fatalisme et l'individualisme, le président Macron attise les ressorts de la violence et des discriminations.

Ce plan rompt précisément avec cette idéologie dévastatrice.

Ainsi, ce plan de rupture est le résultat de nos échanges, jamais conquis d'avance, souvent ardu, toujours exigeants, avec l'ensemble des collectifs locaux et des organisations nationales. Nous avons refusé la facilité qui aurait consisté à compiler l'ensemble des propositions de chacune de nos organisations.

À la veille de nouvelles échéances électorales déterminantes, ces propositions ont vocation à alimenter les débats, nos mobilisations et à proposer des solutions réalistes qui répondent aux urgences tant sociales qu'environnementales.

L'alliance inédite de nos organisations nationales fait la démonstration concrète que la crise exige un arc de forces uni, seul capable de poser les mesures qui doivent être prises pour bâtir un monde humaniste, solidaire et digne.

Programme

LA RELANCE MACRONIENNE

La crise du COVID19 a permis au gouvernement Macron de faire des innovations en terme de politique économique. D'un point de vue macro-économique, la France a connu une de ses plus importantes relances de son histoire économique. La dette publique est passée de 97,6 % du PIB en 2019 à 118,2 % au premier trimestre 2021 selon le calcul de la Commission Européenne de la procédure de déficit excessif, mise en œuvre avec

la ratification du pacte de croissance et de stabilité en 2012 par François Hollande. Cette procédure liée au critère de Maastricht de 60 % pour la dette a été suspendue durant la crise du COVID. Le déficit public a largement dépassé les 3 % autorisé par Maastricht avec 9,2 % en 2020.

Mais au lieu de faire une relance keynésienne de l'activité, de maintien du pouvoir d'achat des salariés, l'État français a subventionné les entreprises pour maintenir leur pro-

fitabilité, et par ricochet enrichir les déjà les plus riches.

Le rapport « Allô Bercy ? Aides publiques » de l'Observatoire des multinationales a listé les multiples sources d'aides publiques directes et indirectes, 155 milliards d'euros entre mars et décembre 2020 auxquelles s'ajoutent 150 milliards d'aides déjà en place avant la pandémie, sans conditionnalité sociale et écologique.

Jérôme Gleizes, économiste

Université d'été de Nantes

UNE RÉUSSITE : L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DES MOUVEMENTS SOCIAUX ET DES SOLIDARITÉS

Près de 1800 personnes à Nantes pour l'Université des mouvements sociaux : cela témoigne à la fois d'un succès et d'une attente forte issue des luttes. Depuis plusieurs années, cette initiative propulsée par Attac répond à un besoin d'approfondissement des débats en levant la tête du guidon et en réfléchissant ensemble dans la diversité. Cela évoque

une grande bibliothèque vivante de toutes les luttes qui se croisent et se parlent. Avec un énorme fourmillement de thèmes et d'organisations : 150 ateliers, des grands forum, des modules de formation, des activités culturelles.

Le Collectif Plus jamais ça y était très présent, avec ses composantes syndicales et écologistes. Les syndicalistes étaient nombreux,

mais sans que la « question syndicale » y soit posée. De même, l'horizon politique 2022 était évoqué, mais comme une « chambre à part », un endroit qu'il faut désigner mais pas trop approcher. Ce défi concerne à la fois les « mouvementistes » et les « politiques ».

Jean-Claude Mamet

Finance

QUE FAIRE DE LA DETTE PUBLIQUE ?



La dette publique va redevenir un enjeu important du débat public avec la fin du « quoi qu'il en coûte ». Quelles solutions pouvons-nous avancer ?

UNE RÉFORME FISCALE D'AMPLEUR

Les mesures prises par E. Macron en faveur des employeurs et des ménages les plus riches ont un coût budgétaire annuel d'environ 60 milliards d'euros. À ces mesures doivent se rajouter celles prises par les gouvernements précédents dont le cumul aboutit à des sommes considérables qui sont à la racine des déficits publics de ces dernières décennies. Il faut donc rebâtir une fiscalité qui redonnerait des marges de manœuvre à la puissance publique et qui rétablirait la justice fiscale.

ANNULER LES DETTES PUBLIQUES DÉTENUES PAR LA BCE

Dans le cas de la France, la BCE détient désormais plus de 25 % du stock de dette publique. La BCE reversant aux

États les intérêts que ceux-ci lui versent au titre des obligations d'État qu'elle possède, l'annulation n'aurait aucune conséquence sur la charge de la dette. Néanmoins une telle annulation permettrait de réduire notablement le refinancement de la dette publique. En effet un État ne rembourse jamais sa dette. Il ne paie que les intérêts de cette dernière. Lorsqu'un titre de la dette publique arrive à échéance, l'État emprunte de nouveau pour le rembourser. Annuler la dette publique détenue par la BCE permettrait donc que l'État ne soit plus obligé de réemprunter sur les marchés financiers lorsque ces titres arrivent à échéance. Mais surtout l'annulation de la dette des États détenue par la BCE serait un geste politique fort qui ouvrirait une brèche dans le dispositif néolibéral.

SORTIR LA DETTE DE L'EMPRISE DES MARCHÉS FINANCIERS

Dans l'Union européenne, les États sont obligés d'emprunter auprès des

banques. Pour pouvoir emprunter à des taux raisonnables, l'État doit donc se plier aux désirs des investisseurs. La dette publique devient ainsi un élément fondamental de la domination des marchés. L'objectif doit être de sortir la dette de leur emprise. La BCE achète aujourd'hui les dettes publiques sur le marché secondaire ce qui a empêché l'éclatement de la zone euro en réduisant fortement les écarts de taux (spread) entre les États membres. Mais cette politique, qui consiste à garantir aux établissements financiers que les titres publics qu'ils détiennent trouveront preneur, a des effets pervers importants avec notamment une inflation du prix des actifs financiers et la multiplication des opérations spéculatives. Mais surtout cette politique laisse quand même les États sous l'emprise des marchés puisqu'ils doivent continuer à emprunter auprès des opérateurs financiers. La BCE et les banques centrales nationales doivent donc pouvoir financer directe-

ment les déficits publics par création monétaire. Elles doivent pouvoir le faire à partir d'objectifs économiques, sociaux et écologiques démocratiquement débattus tant au niveau national qu'un niveau européen.

En conclusion, et quitte à manier le paradoxe, il faut affirmer qu'un bon État est un État qui s'endette. La nécessité d'amorcer la transition écologique et sociale va demander des investissements massifs. Ces investissements de long terme seront utilisés des décennies durant par plusieurs générations, il est donc absurde que leur financement ne soit assuré que par les recettes du moment. La dette permet de faire financer par des générations successives des infrastructures qui seront utilisées par elles. Elle joue donc un rôle fondamental dans le lien entre les générations.

Pierre Khalfa, économiste, Fondation Copernic

Agora pour le climat

ENSEMBLE, INVENTONS DEMAIN

On se pose, on discute, on décide, on agit.

3 ans qu'on marche et qu'on nous fait marcher. Maintenant, on ne marche plus, on s'arrête, on échange, on partage et on passe à l'action... Pour le climat.

Septembre, octobre, décembre 2018, janvier, mars, mai, septembre décembre 2019, mars, mai 2021... Pour marcher, on a marché pour le climat !

Entre temps, on nous a promis le déploiement sans filtre des propositions d'une convention citoyenne pour le climat, que la France réduirait

ses émissions domestiques de 55 % par rapport au niveau de 1990 d'ici 2030.

Le conseil d'État a condamné l'inaction étatique et demandé des mesures pour réduire les émissions.

Et puis ? Et puis presque rien. On nous a bien fait marcher. La loi climat adoptée en juillet ne comporte aucune mesure structurante, il n'y a toujours aucune inflexion forte de nos émissions de gaz à effet de serre. C'est toujours le report à plus tard. Alors on ne marche plus.

On s'arrête, on prend notre destin en main. On échange, on partage et on passe à l'action... Pour le climat.

Viens discuter avec nous et passer à l'action. Sur place, on te propose :

- de mieux comprendre les causes du réchauffement, les ordres de grandeur et apprendre à expliquer le climat aux climato optimistes / sceptiques ou négationnistes
- de faire le bilan de la loi Climat et

résilience et ses maigres acquis

- de discuter avec tes voisins des meilleurs moyens d'action pour réduire tes émissions (on a une super méthode sympa pour ça)

thodo sympa pour ça)

- de découvrir les solutions proposées par différentes organisations pour réduire ton empreinte écologique
- de discuter avec tes voisins des meilleurs moyens de faire pression pour le climat
- de découvrir les modalités d'actions proposées par différentes organisations pour changer les règles pour le climat et le vivant

Arrête de participer au réchauffement et aux pollutions. Arrête de continuer comme si de rien n'était. Pose-toi avec nous. Ensemble, inventons demain.

Les personnes intéressées pour contribuer à l'événement parisien ou à l'organisation d'événements similaires en France peuvent déjà rejoindre cette boucle sur Telegram :

t.me/MobClimat

Les personnes intéressées pour contribuer à l'événement parisien ou à l'organisation d'événements similaires en France peuvent déjà rejoindre cette boucle sur Telegram : t.me/MobClimat

MOBILISATION CLIMAT

24 et 25 SEPTEMBRE

CLIMAT

L'ENFER CLIMATIQUE

Le mois de juillet 2021 a été le plus chaud jamais enregistré sur Terre mais l'inquiétude va au-delà.

La réalité est la multiplication des événements climatiques extrêmes.

Ainsi, le dôme de chaleur qui a couvert l'ouest du Canada en juin, a dépassé les températures extrêmes car même les modèles climatiques ne le prévoyaient pas ! Ces températures excessives et surtout prolongées embrasent la planète et produisent des méga-feux sur tous les continents, y compris près du cercle polaire. Ils s'auto-alimentent avec des pyro-cumululus, générateurs d'orages violents, peu chargés en pluie.

Aujourd'hui, c'est le cercle arctique qui explose les records de températures. Selon un rapport publié en mai, il se réchauffe trois fois plus vite que le reste de la planète, provoquant des méga-feux au Groenland, une fonte rapide du permafrost et la fuite de gaz à effet de serre, méthane et CO2 dans l'atmosphère, la fonte des glaces continentales et la montée des eaux- celles des icebergs et de la banquise ne produisent pas de montée du fait du principe d'Archimède. Les scientifiques estiment que la quantité de CO2 piégée équivaut à quatre fois celle que les activités humaines ont émise depuis le milieu du XIX^e siècle. Le pire est à venir.

Jérôme Gleizes, économiste

Rapport du GIEC

FAISONS ENFIN FACE À LA CRISE CLIMATIQUE !



Le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) a publié début Août un nouvel état des lieux des connaissances sur l'évolution du climat. Le secrétaire Général de l'ONU Antonio Guterres l'a qualifié d'« Alerte Rouge pour l'Humanité ». Ce rapport confirme les rapports précédents. Les changements climatiques récents sont généralisés, rapides et s'intensifient. Ces 10 dernières années ont été 1,1°C plus chaudes comparé à 1850-1900. La température moyenne de la période actuelle n'a pas été connue sur Terre depuis 125 000 ans. La vitesse du réchauffement en cours (0,2 degré par décennie) est sans précédent connu. Ce réchauffement entraîne la montée du niveau des océans, le recul des glaciers et de la banquise aux pôles, l'acidification des océans. Il provoque une augmentation de la fréquence et de l'intensité des canicules et sécheresses, précipitations intenses et ouragans.

« Revoir l'importance accordée au profit et aux actionnaires dans les entreprises. »

DES RESPONSABILITÉS HUMAINES
Les activités humaines sont, sans aucun doute possible, responsables de ce réchauffement via les émissions de CO2 (combustion), de méthane (élevage et exploitation du gaz naturel) et d'oxyde d'azote (combustion). Le futur du climat dépend de nos émissions de gaz à effet de serre. Réduire drastiquement nos émissions permettrait de limiter le réchauffement à 1,5 degré. Continuer à les augmenter au rythme actuel conduirait à un réchauffement de 3,6 degrés en 2100, ce qui rendrait de larges parties de la planète inhabitables.

DES RESPONSABILITÉS HUMAINES

DES CHANGEMENTS NÉCESSAIRES
Pour notre avenir et celui de nos enfants il nous faut engager des changements majeurs immédiatement :

• Comme consommateur : réduire sa consommation de viande, le recours aux moteurs thermiques (avion, voiture), isoler sa maison, réduire le chauffage ...

• Comme producteur : besoin d'entrepreneurs, innovateurs et travailleurs dans le recyclage, la réparation, la permaculture, l'économie d'énergie et de matière, la capture du carbone...

• Dans les politiques publiques : arrêter les subventions aux énergies fossiles, limiter la publicité, développer les énergies renouvelables, une économie circulaire, de service, rapprocher emplois et domiciles ...

CHANGER LE SYSTÈME, PAS LE CLIMAT
Ces changements sont freinés dans le système productiviste capitaliste. Difficile de faire décroître les émissions de gaz à effet de serre, sans réduire la production et consommation matérielle. Comment alors verser des profits et payer les dettes? Il faut revoir la manière dont les prêts sont accordés et l'importance accordée au profit et aux actionnaires dans les entreprises.

CHANGER LE SYSTÈME, PAS LE CLIMAT

À nous de déterminer collectivement ce qui compte vraiment. Il y a urgence.

François Dubreuil
co-animateur de « Unis pour le Climat »

Syndicalisme

POUR L'ÉCOSYNDICALISME

La seule façon de faire face à la crise écologique mondiale engendrée par le capitalisme est que la majorité de la population s'implique dans la lutte.

C'est pourquoi nous devons construire une nouvelle alliance sociale capable de se lier avec les racisés dans les quartiers populaires, de s'unir aux populations des villes moyennes qui se sont soulevées avec les Gilets Jaunes, de se joindre au monde du travail. C'est dans ce cadre que PEPS propose la notion d'écosyndicalisme qui peut se définir comme la prise en charge de l'écologie dans toutes ses dimensions par le syndicalisme et inversement comme l'intégration par l'écologie de la défense des intérêts des travailleurs.

L'écosyndicalisme vise à faire émerger un transcourant syndical parmi les syndicalistes conscients des enjeux sociaux écologiques quels que soient leurs appartenances confédérales : relocalisation des activités économiques et de l'emploi, reconversion écologique de l'économie, pollution et risques industriels touchant tant les salariés que les riverains (santé environnementale), crise climatique engendrée par les conséquences du productivisme...

L'écosyndicalisme revendique une approche anticapitaliste de la transition : l'extension du secteur public et gratuité (ex : des transports publics gra-

tuits), l'expropriation du secteur fossile (condition d'une transition rapide vers les renouvelables), réduction radicale du temps de travail, sans perte de salaire pour concilier décroissance de la production et emploi. L'écosyndicalisme défend à la fois les intérêts collectifs des travailleurs et ceux de l'humanité et de la Nature.

POUR UN RÉSEAU DE SYNDICALISTES

À Total Grandpuits, la lutte déclenchée contre les licenciements a été soutenue par les écologistes qui dénonçaient avec les raffineurs et leur syndicat CGT le greenwashing de Total qui instrumentalise l'écologie contre les ouvriers. Ce premier pas montre qu'il est possible d'arriver à construire cette alliance nécessaire. C'est pourquoi aux Rencontres d'été de PEPS, une quinzaine de militants syndicaux issus de la CGT, Solidaires, FSU, Alternatives (syndicat étudiant) ont décidé de s'engager dans la construction d'un Réseau écosyndicaliste afin d'échanger leurs expériences, de confronter leurs pratiques syndicales et d'agir pour soutenir les luttes sociales écologiques dans les entreprises.

Patrick Farbiaz, membre de PEPS
« Pour une Écologie populaire et Sociale »
p.farbiaz@gmail.com

LIBRE
e
un
q
tribune

Reconstruction

REFONDER LA RÉPUBLIQUE
ET REFONDER LA GAUCHE

Si il est un sujet qui s'est hissé au cœur des revendications de la gauche, c'est bien celui d'une VI^{ème} République. Il repose sur un constat que font tous les démocrates : la V^{ème} République est devenue un régime anachronique et exotique. Anachronique, car fondé il y a plus de 60 ans sur la concentration des pouvoirs autour d'un seul homme. À l'époque, le général De Gaulle. Depuis les citoyens sont censés élire le bonaparte capable de lui succéder. En vain et de mal en pis. Exotique : la France est le seul pays de l'Union Européenne à élire un chef d'Etat qui exerce autant de pouvoirs selon son bon et vertical plaisir, avec une morgue et un mépris qui atteignent des sommets. D'où une radicalisation des mobilisations, inconnue ailleurs. Il faut donc passer à une République démocratique et sociale. Voilà un bel et beau programme que tous les candidats de gauche devraient pouvoir faire leur. L'accord sur les bases du nou-

veau régime est très simple : un vrai pouvoir de contrôle et de législation à l'Assemblée nationale, un réel contre-pouvoir à des instances de démocratie participative, un Premier ministre pleinement responsable devant le Parlement, des organes juridictionnels indépendants et légitimes. Le but : une nouvelle et autre façon d'exercer démocratiquement l'autorité de l'Etat.

Il reste à s'entendre sur les modalités de passage à cette VI^{ème} République. Mais l'essentiel est que les candidats à la présidentielle s'engagent clairement en faveur de celui-ci, recevant ainsi un mandat constituant garantissant la mise en oeuvre de ce programme. Ce serait un pas en avant vers la refondation d'une gauche capable de comprendre les couches populaires et de répondre à leurs aspirations.

Paul Alliès est président de la Convention pour la VI^{ème} République, créée en 2001 par Arnaud Montebourg. Il est professeur émérite à l'Université de Montpellier. Il a publié plusieurs ouvrages sur les questions constitutionnelles. Dernier paru : « *Le rêve d'autre chose. Changer la République ou changer de République* ». Préface d'Edwy Plenel. 2017.

Bifurcation écologiste et participation populaire

L'IMPASSE DE LA STRATÉGIE
DE RASSEMBLEMENT AU CENTRE

En cette rentrée qui marque le début du tunnel de l'élection présidentielle, il n'est pas inutile de revenir -puisque peu le font à gauche- sur la place absolument primordiale que doit tenir l'abstention dans nos préoccupations. Il faut se prémunir de deux illusions : celle de l'écologie des petits pas, celle de l'écologie strictement institutionnelle que la seule prise de l'Élysée par une force écologiste suffirait à faire exister. La bifurcation écologiste ne se passera ni sans rupture avec le système actuel, grâce à la prise de pouvoir, ni sans mise en mouvement coordonnée de l'ensemble des citoyennes et des citoyens. La modification graduelle des habitudes quotidiennes de chacune et chacun serait largement insuffisante et complètement inoffensive, mais la transformation du système dans son entier ne se passera ni de la compréhension ni de l'adhésion active de tout un chacun au nouveau chemin qu'implique le passage à une société écologique, égalitaire et solidaire.

L'ADHÉSION POPULAIRE, UNE NÉCESSITÉ

L'écologie politique ne peut passer strictement un plan qu'on déroule malgré les citoyen.ne.s : il s'agit d'une métamorphose culturelle profonde qui a des implications pratiques extrêmement

vastes, une transformation de l'esprit de notre temps, qu'on ne peut espérer réaliser sans avoir emporté préalablement l'adhésion et l'implication d'une véritable majorité.

La bifurcation écologiste impliquera par ailleurs des batailles d'une âpreté sans égale, et un gouvernement ne pourra tenir le rapport de force face aux intérêts établis, aux lobbies des multinationales, aux très riches qui freineront nos ambitions sur la fiscalité, sans un soutien populaire massif au programme porté.

Toute stratégie qui accepte l'abstention comme un état de fait malheureux mais avec lequel il faut somme toute composer, et qui préconise de fait une ligne plus au centre pour « rassembler » celles et ceux qui se déplacent encore pour voter, commet et une faute politique et une faute stratégique : une faute politique car en démocratie on ne peut accepter qu'une si large partie de la population se sente exclue du processus électoral ; une faute stratégique car elle se coupe avant même une potentielle prise de pouvoir des conditions de possibilité de changer vraiment la vie.

Claire Lejeune
Militante écologiste

Élections

L'ABSTENTION,
BELLE INCONNUE...

La prochaine présidentielle est une équation à plusieurs inconnues. L'une, pourtant décisive, restera incrustée jusqu'au dernier jour : l'abstention ! Un argument qui se voudrait rassurant est brandi : la présidentielle est l'élection qui résiste le mieux à la marée montante abstentionniste. L'élection du Président de la République au suffrage universel, à présent tous les 5 ans, clé de voute d'une V^{ème} République marquée de bonapartisme, est perçue comme la plus « intéressante ». Elle reste « populaire », nous répète-t-on.

Une donnée qui ne va pas sans fragilités. L'augmentation de l'abstention est réelle, certes relativement modeste (la barre des 20 % d'abstention est franchie depuis 2012). Mais, précisément vu l'importance accordée à cette élection, son impact est fort sur la légitimité présidentielle. Quelle autorité d'un Président, par exemple Emmanuel Macron, élu au 2^{ème} tour à 66,10 % des voix exprimées (43,61 % des inscrits, et grâce à un rejet du challenger), mais qui au 1^{er} tour n'a recueilli que 24,01 % des exprimés et 18,19 % des inscrits ?

L'abstention est porteuse de beaucoup d'aléas. Ce pourquoi il est impératif pour les candidats de convaincre les abstentionnistes potentiels d'aller voter. Au prix

pour une présidentielle d'en rajouter dans la personnalisation outrancière, l'obsession des effets médiatiques, l'art des slogans racleurs et des promesses illusoires... Avec le retour de bâton garanti en termes de délégitimation de la politique. Et les multiples conséquences en résultant, qui ne se limitent pas à l'aggravation pour les autres consultations de... l'abstention !

« **Inventer un discours différent de celui formaté.** »

Ce pourquoi l'abstention doit être prise au sérieux. Pas seulement parce qu'elle modifie fortement la donne électorale, accentuant les iné-

galités selon les classes sociales, les catégories d'âge, les territoires, et qu'elle est en capacité de déjouer prévisions et scénarios politiques.

Elle impose aux forces transformatrices un défi existentiel. Pour convaincre les abstentionnistes de voter, donc de changer, il faut pour la gauche sociale, écologiste et démocratique changer ! Inventer un discours différent de celui formaté en fonction des contraintes mortifères d'un système représentatif en crise. Proposer un projet mobilisateur de transformation de la société. Par des bulletins de vote sans doute, mais peut-être pas d'abord, et surtout pas seulement.

Roland Mérieux

CE N°00 ÉTAIT UNE GAGEURE

Ce numéro 00 était une gageure, un pari. Lorsqu'à quelque une et quelques uns nous avons fait le choix de tester un numéro 00 nous ne pensions pas avoir des contributions d'une large palette de la gauche sociale dont un ancien ministre, des signatures issues de la gauche écologiste. L'arc de sensibilités est large. Nous allons l'élargir pour le numéro 1.

Plusieurs personnalités associatives, politiques, syndicales ont réagi très positivement mais ont souhaité discuter un peu plus précisément. Tout reste ouvert pour un comité éditorial pluraliste, tout reste ouvert pour améliorer la maquette en la complétant d'illustrations, d'infographies...

Avec vous, nous pouvons aller plus loin dans la rédaction, dans la diffusion, dans le financement de ce nouveau journal. On fera *En Commun* ensemble.

Devenez coopératrice, coopérateur

Pour développer le projet, il nous faut des dons. Tout don de 100 euros vous donne le statut de coopératrice ou coopérateur d'en commun. Vous pourrez participer à l'orientation de votre mensuel, y contribuer. Vous serez associé aux assemblées de la coopérative « en commun » Envoyer vos dons à « En Commun pour la transformation écologique et sociale » à l'adresse provisoire suivante :

En commun, 21 ter rue Voltaire 75011 Paris
ou bien par mail : contact@encommun.info

Vous préférez faire une promesse de don ? C'est possible en retournant le bulletin ci-contre :

enCommun
contact@encommun.info

Nom :

Prénom :

Adresse :

Courriel :

Téléphone :

Je souhaite devenir coopératrice, coopérateur d'En Commun oui non

En retour, nous vous enverrons les coordonnées bancaires.